

Service environnement

GRENOBLE, le 16/03/2023

Dossier suivi par : Annabelle SCHAFFNER
Tel : 04.56.59.49.99
Courriels : annabelle.schaffner@isere.gouv.fr
ddpp-inspectionicpe@isere.gouv.fr

Ref : DDPP38 2023 01330
Code AIOT : 0010400570

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA SOGIFRA

Le Chancillon
38510 Creys-Mépieu

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SCEA SOGIFRA implanté Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA SOGIFRA
- Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu
- Code AIOT : 0010400570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA SOGIFRA exploite le site d'élevage de Creys-Mépieu depuis le 3 novembre 2004, date de changement de raison sociale de l'établissement (anciennement Sté Massard).

Le site est actuellement composé de 6 bâtiments d'élevage (A, B, C, D, E et le nouveau bâtiment F qui remplace les anciens bâtiments H1 et H2). L'ancien bâtiment H1, situé à l'entrée du site, est remplacé par un bâtiment, actuellement en construction qui servira de hall d'accueil. Il comprendra également une salle de repas, des sanitaires, douches, bureau et sas sanitaire.

Le bâtiment H2, initialement prévu à la destruction dans le porter à connaissance de 2020, est conservé à ce jour pour servir de zone d'attente avant l'embarquement des animaux pour l'export.

Seul, le bâtiment F (nouveau bâtiment) a été inspecté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative du site
- les abords de l'exploitation,
- l'entretien des canalisations, sols des bâtiments d'élevage,
- les contrôles électriques,
- le suivi de la consommation en eau,
- les effluents d'élevage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bilan des effectifs	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Intégration de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.1	/	Sans objet
5	Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
6	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.3.1	/	Sans objet
7	Epandage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est inspecté chaque année. Il est globalement bien entretenu et propre. Les travaux du bâtiment d'accueil sont toujours en cours et devraient être finalisés à l'été.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilan des effectifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est autorisé à exploiter 5 504 animaux équivalents porcs. La consommation en eau du site ne doit pas dépasser 20 000 m3/an.
Constats : Le jour de l'inspection, le site détenait 3 083 animaux de -30kg et 4 855 animaux de +30kg soit 5 471,6 animaux équivalents. Le site a consommé 16 581 m3 d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Abords de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placé sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le site est situé sur une impasse à proximité du Rhône. L'ensemble est propre et bien entretenu. Des travaux sont encore en cours concernant le nouveau bâtiment d'accueil à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Élevage, Sols des bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.
Constats : Les porcs sont élevés sur caillebotis, le lisier est récupéré dans les pré-fosses des bâtiments d'élevage. Il est ensuite acheminé vers 2 fosses couvertes via des canalisations souterraines. Les sols du bâtiment F, inspecté, sont imperméables et bien entretenus. Pour s'assurer du bon fonctionnement des canalisations du site, l'exploitant a le projet de mettre en place un dispositif (de type "regard") sur le site lui permettant de vérifier facilement et rapidement le bon fonctionnement des canalisations enterrées. Cette évolution devra faire l'objet d'un porter à connaissance lorsque le projet sera plus avancé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : Le dernier rapport de contrôle électrique a été effectué le 19 mai 2022. 27 observations ont été mentionnées avec 27 récurrences (100%). Le contrôle des installations électriques du 17 juin 2021 met en évidence 14 non-conformités dont 11 récurrences (datant de 2019). Les réparations électriques ne sont pas effectuées par l'exploitant. Ce dernier précise qu'il a beaucoup de difficultés à trouver un électricien qui veuille bien venir faire les réparations sur son site d'élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prélèvement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Les prélèvements en eaux de l'année 2022 sont de 16 581 m ³ , légèrement en baisse par rapport à 2021 (18 540 m ³ d'eau en 2021). Le compteur a été changé en juin 2022 suite à une fuite constatée. Le relevé est fait mensuellement. Le mois de juillet est le mois où on note la plus grande consommation d'eau (1667 m ³) soit une moyenne de 53 m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des canalisations du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Le plan des canalisations a été consulté sur place. Le réseau des canalisations des effluents d'élevage est bien identifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des épandages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
Constats : Le plan d'épandage n'a pas évolué depuis 2020. Il n'y a pas eu de livraison d'épandage en 2021 à la Méthanisation Vert Energie. Deux livraisons ont été effectuées en 2022 : le 14 septembre, de 2040 kg et 23940 kg, soit 43980 kg au total. L'épandage 2022 représentait un volume total de 12 646 m3. Les livraisons sont enregistrées informatiquement avec la date de livraison, le tonnage, la nature du produit livré, l'heure de livraison et le client. Le reste du lisier est épandu sur les surfaces prévues au plan d'épandage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet